

Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement, cessez toute « concertation », appelez à la grève générale !

Pas un centime d'augmentation du SMIC, la hausse de dizaines de produits alimentaires de première nécessité, de l'essence, du gaz, des loyers ; l'instauration de franchises réduisant l'accès aux soins ; l'annonce du passage à 41 annuités pour percevoir une retraite complète ; des dizaines de milliers de suppressions de postes dans la Fonction publique ; la chasse aux sans papiers qui ont toujours le défaut d'être pauvres : voilà la note que présente le gouvernement aux prolétaires, à ceux qui produisent toutes les richesses, qui assurent tous les services, qui effectuent toutes les tâches.

Maintien de la retraite à 15 ans pour les militaires, exonérations de charges patronales, suppressions des droits de succession, cadeaux fiscaux en tous genres, concessions aux futurs médecins, grande compréhension pour les patrons pêcheurs, sollicitude appuyée pour les flics de toutes catégories : voilà le complément de la politique réactionnaire du gouvernement UMP.

Attaqués sur les retraites, traités de nantis par un bourgeois qui s'augmente de 200 %, les cheminots, les travailleurs de la RATP, les gaziers et électriciens ont refusé de se laisser faire, de laisser pleuvoir les coups sans se défendre. La grève est légitime.

Universités cotées donc financées, filières « non rentables » à fermer, mainmise patronale, droits d'inscription à la hausse : la loi Péresse dite d'autonomie s'en prend au droit aux études du plus grand nombre ; elle applique contre les étudiants, la même politique de privatisation, de baisse des services rendus à la population que Sarkozy entend imposer, au compte de ses amis capitalistes. La grève des étudiants est légitime.

Par milliers, les salariés des services publics feront grève et manifesteront le 20 novembre contre le budget du gouvernement, contre les réductions d'emplois et l'austérité salariale.

LES DIRECTIONS DES SYNDICATS PACTISENT

Le 18 octobre, en distillant leur appel en ordre dispersé, les directions des syndicats de la SNCF, de la RATP, d'EDF et GDF, des sections de la FSU ont appuyé sur le bouton de la journée d'action de 24 heures. À une très forte majorité, les travailleurs

ont répondu présents, non parce qu'ils jugent efficaces les journées d'action, mais parce qu'ils tenaient à manifester leur opposition à la politique du gouvernement. Dès lors, les dirigeants de la CGT, de FO, de la CFDT, de SUD ne pouvaient plus utiliser le prétexte si commode des « *travailleurs ne sont pas mobilisés* »...

Face à la détermination des travailleurs des transports et de l'énergie, les directions nationales des syndicats lancent un mot d'ordre de « *grèves re-conductibles à compter du 14 novembre* ». Cet appel piège la mobilisation parce qu'elle l'émiette, site par site, profession par profession. Contre la politique nationale du gouvernement, la responsabilité des syndicats est au contraire de faire donner le poids national des travailleurs unis. En outre, la revendication de défense des 37,5 annuités est largement noyée, quand elle n'est pas « oubliée », dans les plateformes.

Pire, la direction de la CGT, qui est le syndicat majoritaire à la SNCF, à la RATP, à EDF GDF, apporte une aide énorme à Sarkozy-Bertrand, la veille du démarrage de la « grève reconductible ». Thibault écrit au gouvernement et déclare publiquement qu'il accepte des « négociations » entreprise par entreprise. Diviser les travailleurs pour que règne Sarkozy. La presse titre sur « *la main tendue de la CGT au gouvernement* ». « Négociateur » quoi ? Bertrand a été parfaitement clair : pas question de revenir sur les 40 ans de cotisation, les décotes, l'indexation sur les prix et plus sur les salaires. Alors ?

BAS LES PATTES DEVANT LES RÉGIMES SPÉCIAUX ! 37,5 ANNUITÉS POUR TOUS !

Par dizaines de milliers les cheminots, les travailleurs de la RATP, d'EDF et GDF sont en grève et rejettent l'attaque contre les retraites. Ils affrontent le gouvernement. Pendant ce temps, « à toute heure du jour et de la nuit » aux dires du ministre Bertrand, les dirigeants discutent avec les ennemis jurés des cheminots. Fort du recul de la direction CGT acceptant le cadre de la « réforme des retraites » et la discussion des moyens de la faire passer boîte par boîte, Sarkozy exige la reddition pure et simple : la fin de la grève.

Les dirigeants des syndicats essaient de faire jouer à la journée d'action de la fonction publique le rôle d'un enterrement de première classe de la grève des travailleurs de la SNCF, de la RATP, d'EDF GDF. Il faut faire entendre dans les assemblées générales les revendications ouvrières et la voie pour les obtenir :

Les syndicats à notre service ! Dirigeants, rompez toute discussion avec le gouvernement ! Il n'y a rien à négocier dans ses « réformes ». Organisez la mobilisation de tout le prolétariat contre la politique réactionnaire de Sarkozy : grève générale pour le vaincre !

18 novembre 2007

Groupe Bolchevik



Site : www.revolution-socialiste.info
Courrier : Re-So / Ageca service BP /
177 rue de Charonne / 75011 Paris